

N° 4484<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

**PROJET DE LOI**

**modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973  
portant réforme du salaire social minimum**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(10.11.1998)

Par dépêche du 19 octobre 1998, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles ainsi que le rapport du Gouvernement du 25 septembre 1998 à la Chambre des députés sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, présenté conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

Le présent projet a pour objet de relever le salaire social minimum de 1,3% par rapport au niveau fixé en dernier lieu avec effet au 1er janvier 1997 par la loi du 6 janvier 1997. Le salaire social minimum d'un travailleur non qualifié atteindra ainsi, à partir du 1er janvier 1999, date de la mise en vigueur de la présente loi, le montant de 8.544 francs, à l'indice 100.

L'obligation en vertu de laquelle le Gouvernement a agi pour présenter le présent projet est donnée par l'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum prévoyant, d'une part, dans son paragraphe (1) que le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi et, d'autre part, dans son paragraphe (2) qu'à cette fin le Gouvernement doit soumettre, toutes les deux années, à la Chambre des députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné le cas échéant d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

La procédure d'ajustement du salaire social minimum mise en place en 1973 crée donc pour le Gouvernement l'obligation d'examiner tous les deux ans l'opportunité d'un tel ajustement „à la lumière d'un ensemble d'éléments permettant de connaître et d'apprécier la situation et le développement de l'économie et de la conjoncture”. (*Doc. parl. No 1631, session parl. 1972-1973, p. 673*)

Dans l'exposé des motifs du projet présenté en 1973, les auteurs avaient souligné que l'ajustement biennal du salaire social minimum devait „garantir aux salariés à bas revenus une participation suffisamment équilibrée à l'expansion générale de l'économie. L'introduction d'un mécanisme d'adaptation biennale du salaire social minimum prévu au projet tend, d'une part, à conférer aux salariés une garantie de progression du pouvoir d'achat en concordance avec le développement économique du pays et, d'autre part, à parer le danger d'une distorsion durable entre la progression du salaire social minimum et l'évolution des conditions économiques générales et des revenus salariaux”.

Il résulte des développements ci-avant que lorsque le Gouvernement propose à la Chambre des députés de relever le salaire social minimum, il doit examiner préalablement tant l'évolution des conditions économiques générales que l'évolution des revenus. Une proposition visant à relever le salaire social minimum doit se dégager de l'évolution favorable tant de la situation économique que de celle des revenus.

En ce qui concerne la conjoncture économique internationale, le rapport s'est limité à l'évolution économique dans l'Union européenne. Si, au cours de 1997 et au début de 1998, le taux annuel du PIB était encore supérieur à 3%, l'on constate depuis le deuxième semestre de 1998 un ralentissement notable de la croissance économique, ramenant le taux à 2,2%. Le taux d'inflation qui, en 1991, était encore

5,5%, est passé à 2,5% en fin 1996 et atteindra, en 1998, 1,5%. L'emploi a quasiment stagné et le chômage, tout en diminuant légèrement, se situe toujours au taux de 10,1%.

Pour l'économie luxembourgeoise, la situation conjoncturelle reste toujours satisfaisante avec un taux de croissance du PIB réel de 3,8% en 1996, 4,8% en 1997 et, selon les dernières prévisions du STATEC, de l'ordre de 4% en 1998. Le taux de l'inflation, resté stable, se situe pour les huit premiers mois de 1998 à 1,2%. L'emploi intérieur a progressé de 5,2% entre 1996 et 1998, alors que le chômage a légèrement baissé, le taux étant passé de 3,6% en 1997 à 3,1% en 1998.

Quant à l'évolution des salaires, le rapport du Gouvernement constate que leur progression est de 1,3% entre 1995 et 1997 et il estime qu'une augmentation modérée du salaire social minimum de 1,3% ne met pas en cause la poursuite et l'efficacité de la politique salariale modérée, qui répond à l'engagement formel des partenaires sociaux, consigné dans les avis du comité de coordination tripartite des 8 mars 1994, 3 mai 1995 et 18 avril 1998.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le présent projet de loi dont le texte n'appelle pas d'observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 novembre 1998.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Paul BEGHIN